

## Le contrat de réussite : une grande supercherie ?

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation a lancé aujourd'hui une large concertation sur le contrat de réussite étudiant et sur l'entrée à l'Université. Dans un domaine où depuis des décennies les mêmes propositions n'ont d'autres résultats que d'aggraver les conditions de travail des personnels universitaires la question est le plus souvent mal posée et la réalité des premiers cycles universitaires méconnue. Il importe donc d'en préciser certaines constantes.

On n'a jamais délivré autant de baccalauréats! Mais, dans la réalité que nous constatons dans la première année d'enseignement supérieur, c'est un échec retentissant. En ce domaine « *On ment et on croit en ses propres mensonges (1)* ». La réduction massive des programmes et des horaires consacrés aux savoirs fondamentaux et une moindre exigence aux examens ont conduit à un effondrement des connaissances et de la culture des bacheliers qui se présentent dans l'Enseignement supérieur, pour certains, avec des lacunes considérables. Le baccalauréat est tombé à un niveau tel qu'il ne garantit pas à celui qui l'obtient les bases nécessaires pour faire des études supérieures longues et il est démagogique de faire croire que tout baccalauréat prépare à n'importe quelle formation universitaire. Nier la nécessité d'une réelle orientation, c'est envoyer les étudiants à l'échec dans des cursus pour lesquels ils ne sont pas préparés. Et le tirage au sort, qui fait du hasard une voie d'entrée à l'université, n'est assurément pas la réponse appropriée.

Mais cette situation est le résultat des politiques successives, qui prévoient toujours de séduisants objectifs de « *réussite pour tous* » sans jamais se préoccuper ni des moyens ni des conséquences sur les conditions de travail des personnels universitaires. Ceux-ci ne peuvent remédier seuls, sans moyens, aux dysfonctionnements graves induits par les multiples réformes imposées dans l'Éducation Nationale (Ecole du socle, réformes du lycée, du collège ...) et par les ravages du pédagogisme.

Il faut mettre fin aux réformes qui vident le contenu des diplômes et des formations, amplifient les inégalités, n'améliorent en rien les progrès en matière de justice sociale en laissant la loi du marché se substituer à l'égalité des chances républicaine et n'offrent aucune possibilité aux étudiants les plus modestes de transcender les différentes formes de déterminisme social et culturel. C'est l'exigence aux examens, la qualité des diplômes et des formations qu'il faut rechercher, et non la multiplication de diplômes rendus inutiles par leur dévaluation.

Si l'Etat veut une Université et des formations de qualité, s'il veut amener un nombre toujours plus grand de jeunes vers un diplôme de qualité et une insertion professionnelle réussie, il doit assumer ses responsabilités, faire les choix correspondants à ses ambitions en amont et en aval du baccalauréat et cesser de pratiquer une politique hypocrite de paupérisation des universités et de leurs personnels. Mais le veut-il vraiment ? Le souci, toutes majorités politiques confondues, de considérer l'université comme une annexe de pôle emploi, ce qui bloque l'enseignement supérieur français, tend jusqu'à présent à prouver le contraire.

Montreuil, le 17 juillet 2017

(1). A. Soljenitsyne.

Intervention de la FNEC FP-FO lors de la réunion de concertation du 17 juillet 2017 :  
[http://snpreesfo.fr/snprees/communiqués/links/2017-07-17\\_interv-reu-concertation.pdf](http://snpreesfo.fr/snprees/communiqués/links/2017-07-17_interv-reu-concertation.pdf)

**NOTRE DIFFERENCE, L'INDEPENDANCE**